

Distr.
GÉNÉRALE

ECE/TIM/EFC/WP.2/2007/8
24 mai 2007

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

**COMMISSION ÉCONOMIQUE
POUR L'EUROPE**

Comité du bois

Groupe de travail mixte FAO/CEE
de l'économie forestière et
des statistiques des forêts

Vingt-neuvième session
Genève, 20-22 mars 2007

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR
L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE**

Commission européenne des forêts

**RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL MIXTE FAO/CEE DE L'ÉCONOMIE
FORESTIÈRE ET DES STATISTIQUES DES FORÊTS
SUR SA VINGT-NEUVIÈME SESSION**

I. PARTICIPATION

1. Le Groupe de travail mixte FAO/CEE de l'économie forestière et des statistiques des forêts a tenu sa vingt-neuvième session à Genève, du 20 au 22 mars 2007. Y ont participé des représentants des pays suivants: Allemagne, Autriche, Canada, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Hongrie, Italie, Lettonie, Norvège, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Serbie, Slovaquie, Suède et Suisse.
2. Des représentants de la Commission européenne et de l'Institut européen des forêts ont pris part à la session.

**II. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR
(Point 1 de l'ordre du jour)**

Documentation: ECE/TIM/EFC/WP.2/2007/1: Ordre du jour provisoire.

3. L'ordre du jour provisoire soumis par le secrétariat a été adopté.

III. QUESTIONS RENVOYÉES AU GROUPE DE TRAVAIL PAR LES ORGANES DONT IL RELEVÈ (Point 2 de l'ordre du jour)

Documentation: ECE/TIM/EFC/WP.2/2007/2: Questions renvoyées au Groupe de travail par les organes dont il relève.

4. Le Groupe de travail a pris note des activités et des demandes des organes dont il relève, exposées dans le document ECE/TIM/EFC/WP.2/2007/2. Il a indiqué qu'il traiterait de la question de l'amélioration des données sur l'énergie provenant du bois au point 6 de son ordre du jour. Il a en outre pris note de son mandat révisé, arrêté d'un commun accord par le Comité du bois et le Comité exécutif de la CEE (voir l'annexe).

5. Pour ce qui est du troisième Examen stratégique du programme de travail intégré CEE/FAO, le Groupe de travail a été informé qu'il serait probablement invité à évaluer ses propres activités et à élaborer des propositions d'amélioration. Il a demandé à son bureau de recueillir des suggestions auprès des représentants siégeant au Groupe de travail et de préparer une réponse sur cette question.

IV. ENCADREMENT DU DOMAINE D'ACTIVITÉ 1: MARCHÉS ET STATISTIQUES (Point 3 de l'ordre du jour)

Documentation: ECE/TIM/EFC/WP.2/2007/3: Encadrement du domaine d'activité 1 – Marchés et statistiques.

A. Examen des produits statistiques

6. Le Groupe de travail a approuvé les produits statistiques actuellement élaborés et a fait savoir qu'il souhaitait que toutes les données établies soient publiées aussi régulièrement que possible sur le site Web commun du Comité du bois et de la Commission européenne des forêts. Il a également engagé le secrétariat à améliorer la qualité de sa base de données sur les prix et à en étendre la portée.

B. Réponses aux questionnaires

7. Le Groupe de travail a exprimé ses remerciements pour les renseignements qui lui avaient été fournis sur le nombre et l'étendue des réponses et a relevé qu'une augmentation du taux de réponse était nécessaire pour atteindre les objectifs fixés dans le budget-programme de l'ONU. Il a souligné l'utilité et l'intérêt de la démarche axée sur les résultats. Le Groupe de travail a invité le secrétariat à trouver des moyens d'évaluer de manière plus précise la qualité des réponses et le nombre de révisions apportées aux données.

C. Système statistique international

8. Les membres du Groupe de travail souscrivaient à la proposition visant à modifier le Questionnaire commun sur le secteur forestier, qui figurait au paragraphe 8 du document ECE/TIM/EFC/WP.2/2007/3, et estimaient que les modifications devraient être apportées simultanément, plutôt que progressivement. Ils approuvaient les changements pouvant être clairement définis, dans le Système harmonisé ou un autre instrument. Ils estimaient également

qu'il était nécessaire, pour de nombreux types d'analyse – par exemple aux fins de la notification des flux de carbone ou de l'établissement des bilans du bois –, d'assurer une couverture complète du secteur forestier et du secteur du bois, notamment des produits dits d'importance mineure. Des pays ont émis le vœu que des séries rétrospectives soient établies dans la mesure du possible. Dans certains cas, les changements de classification pourraient accentuer les problèmes de confidentialité.

9. Le Groupe de travail a noté qu'il était important d'améliorer la connaissance des produits forestiers autres que le bois et des produits non marchands et a fait observer que ce problème était traité dans le cadre des travaux d'évaluation des ressources forestières. Il a toutefois jugé qu'il serait difficile de prendre ces produits en considération dans la collecte annuelle de données effectuée au moyen du Questionnaire commun sur le secteur forestier. Le bambou présentait peu d'intérêt pour la région, comme cela avait été indiqué lors de précédentes sessions, mais il était maintenant expressément pris en compte dans le Système harmonisé. Le Groupe de travail a prié le Groupe de travail intersecrétariats d'étudier, à la lumière de ces faits nouveaux, les éventuels changements qu'il conviendrait d'apporter au Questionnaire. Il a été informé du fait que le mandat de l'Organisation internationale des bois tropicaux avait été étendu aux bois tropicaux issus de conifères et de non-conifères. Il serait, par conséquent, nécessaire d'apporter des modifications à la base d'information et au Questionnaire commun sur le secteur forestier, même si la collecte de données à ce sujet risquait de se révéler très difficile. Le Groupe de travail intersecrétariats devrait élaborer des propositions qui seraient soumises à l'examen des divers organes de contrôle. Les membres du Groupe de travail préféraient dans l'ensemble que le Questionnaire commun sur le secteur forestier reste aussi simple et ciblé que possible. L'examen de la possibilité de fusionner les questionnaires ECE1 et EU3 a été reporté pour que les organisations concernées puissent distribuer une proposition aux pays en vue de sa mise en application l'année suivante.

10. Le Groupe de travail a décidé que le Bureau écrirait à l'organe compétent de l'Union européenne (UE) pour lui faire part de ses préoccupations quant à la baisse de qualité des données commerciales internes de l'UE. Un représentant de la Commission a prôné le renforcement de la coopération entre le Groupe de travail intersecrétariats et le Groupe de travail.

D. Renforcement des capacités et moyens de diffusion

11. Le Groupe de travail était favorable à l'organisation d'une réunion sur le renforcement des capacités statistiques pour les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale et a invité le secrétariat à développer la synergie avec d'autres initiatives de même nature. L'amélioration de la qualité du site Web commun du Comité du bois et de la Commission européenne des forêts a été soulignée et le Groupe de travail a incité FAOSTAT à accroître la commodité et la convivialité de sa base de données, qui a une importance mondiale.

E. Analyse du marché des produits forestiers

12. Le Groupe de travail a examiné des analyses de l'évolution du marché des produits forestiers et des politiques en la matière, s'intéressant tout particulièrement aux améliorations apportées à la *Revue annuelle du marché des produits forestiers*, et notamment à son nouveau chapitre consacré aux marchés de l'énergie provenant du bois. Cette revue était tributaire de l'envoi en temps voulu par les pays de leurs réponses au Questionnaire commun sur le secteur forestier. La date limite pour l'envoi des réponses avait été fixée au 15 mai 2007, et le Groupe de

travail a instamment prié les correspondants nationaux de s'y tenir afin de ne pas retarder la publication de la revue.

13. En 2007, les débats du Comité du bois relatifs aux marchés se tiendront en même temps que la Conférence internationale sur les résineux, ce qui devrait contribuer à un renforcement des prévisions portant sur le marché des produits forestiers, encourager les pays à fournir des renseignements sur leur marché, et stimuler la participation des milieux professionnels. Le Groupe de travail a chargé l'Équipe de spécialistes des marchés et de la commercialisation des produits forestiers de se pencher sur les prévisions concernant le marché des produits forestiers en vue d'améliorer le taux de réponse au questionnaire ainsi que le taux de validité des réponses.

14. Le Groupe de travail a remercié les organisateurs, les bailleurs de fonds et les intervenants, notamment les membres de l'Équipe de spécialistes, des activités qu'ils menaient en vue de renforcer les capacités de commercialisation des produits forestiers en Europe du Sud-Est. Deux ateliers sur la commercialisation avaient été organisés l'année précédente, le premier à Novi Sad (Serbie), en avril 2006, et le deuxième à Dubrovnik (Croatie), en décembre 2006. Des mesures avaient été prises pour donner suite aux recommandations issues de ces ateliers; ainsi, le Gouvernement serbe avait annoncé qu'il soutenait la création d'un système d'information commerciale, le premier de ce type dans les Balkans occidentaux. M. Branko Glavonjic (Serbie) a exprimé l'espoir que des pays tels que l'Allemagne, la Finlande et la Lituanie, qui avaient déjà une longue expérience de ce genre de système, apporteraient leur concours à cette entreprise.

15. La poursuite de l'aide au renforcement des capacités en matière de commercialisation et de statistique nécessitait des ressources extrabudgétaires. Cette activité avait grandement bénéficié de l'expérience d'un spécialiste de la commercialisation détaché par la Commission des forêts du Royaume-Uni, ainsi que de contributions en nature et de contributions financières d'autres gouvernements et de diverses institutions et organisations.

16. Pour ce qui était des marchés des produits forestiers certifiés, le Groupe de travail était favorable à la poursuite des travaux actuellement menés sur cette question, à savoir la rédaction d'un chapitre dans la *Revue annuelle du marché des produits forestiers*, la préparation d'un exposé qui serait présenté lors des débats sur les marchés et la création d'un site Web. Il a recommandé: 1) de maintenir et d'utiliser le réseau de correspondants nationaux officiels chargés de la question de la certification et de la commercialisation des produits forestiers, mis en place par le Comité du bois et par la Commission européenne des forêts; 2) d'améliorer les statistiques des zones forestières certifiées, en prenant soin d'éviter le double comptage dû aux certifications multiples, dont le nombre est en augmentation.

17. Le Groupe de travail était en possession d'un rapport, envoyé par le chef de l'Équipe de spécialistes, sur les activités menées par celle-ci dans le cadre de son mandat. Il a remercié l'Équipe de spécialistes de l'ensemble de ses travaux, et en particulier de l'appui déterminant qu'elle avait apporté à l'élaboration de la *Revue annuelle du marché des produits forestiers* et aux débats sur les marchés.

**V. ENCADREMENT DU DOMAINE D'ACTIVITÉ 2: ÉVALUATION DES
RESSOURCES FORESTIÈRES ET INDICATEURS DE LA GESTION
DURABLE DES FORÊTS DANS LA RÉGION
(Point 4 de l'ordre du jour)**

Documentation: ECE/TIM/EFC/WP.2/2007/4: Encadrement du domaine d'activité 2
– Évaluation des ressources forestières et indicateurs de la gestion durable des forêts dans la région.

18. Le Groupe de travail a passé en revue et approuvé les activités menées dans le domaine d'activité 2.
19. Le Groupe de travail s'est félicité de la bonne coordination entre les évaluations des ressources forestières régionales et mondiales, ainsi qu'entre les travaux de la CEE/FAO et ceux de la Conférence ministérielle sur la protection des forêts en Europe, concernant notamment l'élaboration du rapport intitulé «État des forêts et gestion durable des forêts en Europe, 2007», qui serait soumis à la prochaine session de la Conférence ministérielle (Varsovie, novembre 2007).
20. Le Groupe de travail approuvait les travaux de la CEE/FAO sur la collecte et le traitement des données relatives aux indicateurs quantitatifs fournies par les pays dans le cadre de l'enquête de base. Il appréciait au plus haut point l'appui méthodologique et pratique fourni par le programme d'évaluation mondiale des ressources forestières de la FAO pour l'établissement du rapport mentionné précédemment.
21. Certains pays ont fait part de leur préoccupation quant à la disponibilité des données demandées sur certains indicateurs quantitatifs régionaux et nationaux de la Conférence ministérielle sur la protection des forêts en Europe. En outre, certains systèmes d'information sur les forêts, tels que les comptes économiques de la sylviculture et les comptes intégrés de l'environnement sur les forêts, tous deux établis par Eurostat, se fondaient en partie sur les mêmes données. Des représentants ont demandé au secrétariat de prendre des mesures pour harmoniser les concepts, les termes et les définitions auxquels faisaient appel ces systèmes ainsi que d'autres outils connexes avec les termes et les définitions utilisés dans le cadre du programme d'évaluation mondiale des ressources forestières.
22. Le Groupe de travail a remercié la Norvège et la République tchèque des ressources humaines qu'elles avaient mises à disposition (M. Stein M. Tomter et M. Richard Slaby) pour collecter et traiter des données sur les critères et les indicateurs en vue de l'établissement du rapport destiné à la Conférence ministérielle sur la protection des forêts en Europe 2007, ainsi que la Direction générale de l'environnement de l'Union européenne et le Royaume-Uni du soutien financier qu'ils avaient apporté à l'élaboration de ce rapport.
23. Le Groupe de travail a approuvé les travaux concernant l'enquête pilote et l'étude sur la propriété forestière. Cette étude aiderait à élaborer le rapport pour la Conférence ministérielle sur la protection de forêts en Europe ainsi que d'autres analyses. Le Groupe de travail a souligné la nécessité de valider et d'arrêter les données préliminaires avec les pays le plus rapidement possible.

24. Le Groupe de travail a invité instamment les pays à répondre au questionnaire sur les indicateurs qualitatifs le plus tôt possible (la date limite étant le 28 février).
25. S'agissant de la collecte de données auprès d'autres fournisseurs internationaux de données, le Groupe de travail s'est déclaré préoccupé par le fait que certains problèmes étaient apparus et qu'on avait très peu de temps pour procéder à une validation complète. Il a engagé le secrétariat à rechercher une solution qui soit acceptable pour tous.
26. Le Groupe de travail a examiné et approuvé les recommandations formulées par l'Équipe de spécialistes de la surveillance des ressources forestières lors de sa deuxième réunion sur la gestion durable des forêts dans la région de la CEE, qui était tenue en mai 2006 à Hambourg, ainsi que l'ordre du jour provisoire de la troisième réunion, qui se tiendrait en mai 2007 à Edimbourg.
27. Le Groupe de travail se félicitait de la volonté du secrétariat de coopérer avec les futures structures de l'Union européenne qui s'occuperaient des données sur les ressources forestières. Des réserves ont été exprimées concernant l'atelier, organisé dans le cadre de l'action COST E43, sur la coopération entre le processus de Montréal et la Conférence ministérielle sur la protection des forêts en Europe.
28. Les participants ont souligné la nécessité de maintenir une certaine stabilité dans les travaux concernant l'Évaluation des ressources forestières, afin d'alléger la tâche des pays et des correspondants nationaux qui devaient faire rapport. Cela était particulièrement important dans le cadre des préparatifs en cours de l'Évaluation mondiale des ressources forestières (FRA-2010).
29. Le Groupe de travail a réaffirmé la nécessité de mener des activités soutenues dans ce domaine pour satisfaire les besoins particuliers de la région, et de mobiliser des compétences régionales pour le prochain cycle d'Évaluation mondiale des ressources forestières. Il a en outre approuvé le plan relatif au domaine d'activité 2 pour 2007-2008.

**VI. ENCADREMENT DU DOMAINE D'ACTIVITÉ 3: ÉTUDES
SUR LES PERSPECTIVES DU SECTEUR FORESTIER
(point 5 de l'ordre du jour)**

Documentation: ECE/TIM/EFC/WP.2/2007/5: Encadrement du domaine d'activité 3 – Études sur les perspectives du secteur forestier.

30. Le Groupe de travail a été informé que les versions françaises et russes des Études sur les perspectives du secteur des forêts européennes avaient été publiées en 2006/07, que le secrétariat avait continué à en présenter les résultats aux intéressés et qu'un document de réflexion dans lequel les tendances effectives étaient comparées aux scénarios avait été établi. Le débat d'orientation sur l'offre de bois et l'utilisation de celui-ci, suscité par les nouveaux objectifs ambitieux fixés pour l'énergie de la biomasse, avait mis en évidence la nécessité d'établir des scénarios de référence transparents et consensuels, tels que ceux proposés dans les Études, et montré que dans celles-ci le traitement de l'offre et de la demande d'énergie provenant du bois laissait à désirer.
31. Le Groupe de travail a réaffirmé que la réalisation d'études sur les perspectives du secteur forestier devrait rester un des principaux domaines d'activité du programme FAO/CEE, que des ressources suffisantes devraient y être consacrées et que ces études devraient être publiées à

intervalles réguliers. Le débat d'orientation sur l'utilisation du bois comme source d'énergie et comme matière première a confirmé l'utilité d'analyses comme les Études.

32. Pour ce qui était du champ des études à venir et de leur élaboration, les propositions, remarques et demandes suivantes ont été formulées:

- a) Les études devraient être axées sur des domaines dans lesquels elles étaient susceptibles d'apporter une contribution appréciable à l'analyse et ne devraient pas avoir un champ trop large. L'offre et la demande de bois ainsi que les possibilités offertes par celui-ci devraient rester au cœur de ces études;
- b) Certains représentants ont recommandé que les études soient réalisées plus fréquemment, par exemple tous les cinq ans;
- c) Il fallait qu'un groupe d'experts suive les progrès accomplis et mette au point une méthodologie. Les milieux scientifiques pourraient peut-être jouer un rôle plus important;
- d) Des ressources suffisantes devraient être dégagées. Il fallait rechercher des sources de financement extrabudgétaires, par exemple auprès de la Coopération européenne pour la recherche scientifique et technique ou du programme *Forest, trees and people*. Le secrétariat devrait étudier ces possibilités;
- e) Les États-Unis et le Canada devraient étudier la possibilité de réaliser conjointement une nouvelle étude nord-américaine sur les perspectives du secteur forestier;
- f) Une enquête devrait être menée auprès des utilisateurs des Études sur les perspectives du secteur forestier pour déterminer les points forts et les points faibles de celles-ci ainsi que leur incidence;
- g) La question de l'intérêt présenté par les biens et services non liés au bois était importante, mais devrait être examinée dans un autre cadre.

VII. THÈME SPÉCIAL: SUIVI ET ANALYSE DES FAITS NOUVEAUX SURVENUS DANS LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE PROVENANT DU BOIS (point 6 de l'ordre du jour)

Documentation: ECE/TIM/EFC/WP.2/2007/6: Thème spécial: suivi et analyse des faits nouveaux survenus dans le secteur de l'énergie provenant du bois.

33. Le secrétariat a présenté les travaux réalisés en vue d'améliorer les données relatives à l'énergie provenant du bois et a fait part des constats suivants:

- a) La quantité de bois utilisée pour la production d'énergie était très supérieure à celle qui avait été annoncée précédemment;
- b) Le potentiel énergétique du bois susceptible d'être utilisé pour la production d'énergie après consommation était considérable.

34. Les représentants ont accueilli favorablement l'enquête commune sur l'énergie provenant du bois. Ils ont reconnu les imperfections des données recueillies, mais ont estimé qu'il s'agissait

des meilleures données disponibles. Quatorze réponses exploitables avaient été reçues, ce qui constituait un progrès notable par rapport aux travaux précédents; la couverture par pays et par paramètre laissait cependant encore à désirer. Les délégations ont échangé des données d'expérience sur les moyens d'améliorer les données sur l'énergie provenant du bois, par exemple en combinant les enquêtes sur l'utilisation d'énergie par les ménages avec les statistiques classiques des forêts. L'enquête commune sur l'énergie provenant du bois montrait que l'utilisation du bois pour la production d'énergie était beaucoup plus importante que ne l'indiquaient les réponses au Questionnaire commun sur le secteur forestier.

35. La forte augmentation des quantités de bois que les pays ont indiqué employer pour produire de l'énergie soulevait des questions importantes concernant le niveau de l'offre de bois pour la production d'énergie et l'utilisation comme matière première, qui pourrait être maintenu à long terme. Il était urgent de procéder à une estimation qui tienne compte des quantités supplémentaires mises en évidence récemment – par exemple, le bois provenant d'abattages non recensés –, et aussi du fait qu'une bonne partie de cette matière venait de sources qui n'étaient pas incluses dans les données sur l'accroissement annuel net des forêts, notamment d'arbres poussant en dehors des forêts, de déchets d'abattage et de souches.

36. L'une des conséquences positives de l'enquête commune sur l'énergie provenant du bois était le renforcement de la coopération entre le secteur forestier et celui de l'énergie dans le domaine de la collecte de données, coopération qui devrait être encore étendue. Plusieurs pays avaient pris des mesures pour améliorer la qualité de leurs données. Il serait utile que les pays membres échangent des informations à ce sujet. Des représentants ont demandé au secrétariat d'inviter les correspondants nationaux à fournir de nouvelles informations ou à mettre à jour celles qu'ils avaient fournies en 2005 sur les méthodes d'enquêtes et les sources des données, et de mettre ces informations à la disposition de tous les pays membres.

37. Le secrétariat avait prévu de faire figurer les résultats de l'enquête commune sur l'énergie provenant du bois dans un document de réflexion qui serait publié au cours de l'année 2007. Il a invité les pays qui avaient répondu à l'enquête à actualiser, si besoin était, les informations qu'ils avaient fournies, et a prié les autres pays de remplir le Questionnaire et de le renvoyer avant le 15 mai 2007 afin que les réponses puissent être intégrées dans ledit document. Plusieurs pays ont souligné la nécessité d'inclure dans le document une réserve concernant la précision de leurs données nationales. La *Revue annuelle du marché des produits forestiers* de 2006/07 comprendrait une analyse de la situation de l'énergie provenant du bois, qui tiendrait compte des résultats de l'enquête commune. Le Groupe de travail a prié le secrétariat et les correspondants nationaux d'incorporer les nouveaux éléments d'information concernant l'énergie provenant du bois dans leurs réponses au Questionnaire commun sur le secteur forestier.

38. Les pays étaient favorables à l'organisation de l'enquête commune sur l'énergie provenant du bois tous les deux ans, la prochaine étant réalisée en 2008 et portant sur les données de 2007. Ils approuvaient le nouveau canevas de l'enquête et ont formulé de nombreuses remarques utiles. Les représentants reconnaissaient que le taux de réponse de la prochaine enquête devrait être plus élevé et ont recommandé à cette fin l'organisation d'un atelier de formation à l'intention des correspondants nationaux. On devrait demander officiellement aux pays de désigner des correspondants nationaux chargés de la question de l'énergie provenant du bois.

39. Les représentants de la Serbie et de la Roumanie ont souligné l'importance de l'énergie provenant du bois pour leurs deux pays qui souhaitaient accueillir et organiser un atelier sur les

politiques dans ce domaine et l'évolution du marché en Europe du Sud-Est et accepteraient volontiers des contributions de pays ayant déjà une bonne capacité dans ce secteur.

40. Les représentants estimaient que la question de l'énergie provenant du bois devrait constituer un des thèmes prioritaires du Programme de travail intégré pour la période 2008-2012 et qu'elle devrait figurer explicitement dans les domaines d'activité 1 (amélioration de la disponibilité et de la qualité de l'information) et 3 (analyses et perspectives).

VIII. THÈME SPÉCIAL: APERÇU DES RAPPORTS SUR LES FORÊTS ET LES PRODUITS FORESTIERS À ÉTABLIR AU NIVEAU INTERNATIONAL (point 7 de l'ordre du jour)

Documentation: ECE/TIM/EFC/WP.2/2007/7: Aperçu des rapports sur les forêts et les produits forestiers à établir au niveau international.

41. Le Groupe de travail a noté la complexité croissante des prescriptions en matière d'établissement de rapports, l'augmentation des attentes des utilisateurs de l'information fournie, le caractère intersectoriel de certaines des informations demandées et la lourde charge que constituait l'établissement des rapports pour les correspondants nationaux. Il a souligné que les organismes internationaux devraient coopérer à la collecte des données et échanger les informations recueillies. Il s'est félicité, à cet égard, des partenariats mis en place par la CEE et la FAO, notamment dans le cadre des travaux concernant le Questionnaire commun sur le secteur forestier, du programme d'évaluation mondiale des ressources forestières et de la Conférence ministérielle sur la protection des forêts en Europe. Le Groupe de travail a remercié le secrétariat d'avoir établi un aperçu des organismes souhaitant recevoir des informations relatives aux forêts et des instruments utilisés. Les délégations ont proposé des corrections et des améliorations, suggérant notamment que chaque entrée soit accompagnée d'une note d'information succincte. Elles estimaient toutefois que, d'une manière générale, il n'était pas nécessaire de procéder à des changements structurels car les partenariats et les mécanismes d'échange de données actuels donnaient satisfaction. Le Groupe de travail a demandé aux représentants de communiquer par écrit au secrétariat leurs commentaires et suggestions avant la mi-mai. Le secrétariat publierait ensuite les informations corrigées sur son site Web.

IX. QUESTIONS DIVERSES (point 8 de l'ordre du jour)

42. Le secrétariat a informé le Groupe de travail que la prochaine session pourrait se tenir soit la dernière semaine de février 2008, soit la première semaine d'avril 2008. Le Groupe de travail a exprimé une préférence pour la première semaine d'avril. Le secrétariat, après avoir consulté le Bureau et fait le point sur les autres réunions prévues à la même époque, a réservé les dates du 1^{er} au 3 avril 2008.

X. ÉLECTION DU BUREAU (point 9 de l'ordre du jour)

43. Le Groupe de travail a réélu M^{me} S. Phelps (Canada), Présidente, et MM. M. Aarne (Finlande) et M. Valgepea (Estonie), Vice-Présidents; ils exerceront ces fonctions jusqu'à la fin de la trentième session.

XI. ADOPTION DU RAPPORT (point 10 de l'ordre du jour)

44. Le Groupe de travail a examiné le rapport – jusqu'au paragraphe 41 – et l'a approuvé. Le Bureau a ensuite approuvé la présente version finale.

Annexe

MANDAT DU GROUPE DE TRAVAIL FAO/CEE DE L'ÉCONOMIE FORESTIÈRE ET DES STATISTIQUES DES FORÊTS

Le Groupe de travail est un organe subsidiaire du Comité du bois de la CEE et de la Commission européenne des forêts de la FAO et il contribue à la mise en œuvre du programme intégré de ces deux organes. Il se réunit chaque année pour procéder à l'encadrement des domaines d'activité 1, 2 et 3 du programme intégré:

- a) Marchés et statistiques;
- b) Évaluation des ressources forestières et indicateurs de la gestion durable des forêts;
- c) Études sur les perspectives du secteur forestier.

En particulier, dans le cadre du programme intégré, le Groupe de travail est chargé de:

- a) Suivre les besoins au niveau international en statistiques et autres informations relatives au secteur de la foresterie, du traitement du bois et des produits forestiers et d'élaborer des programmes visant à répondre à ces besoins. Une attention particulière est accordée à l'amélioration des concepts, définitions et méthodologies en vue d'accroître la comparabilité des statistiques au niveau international;
- b) Mettre au point, à la demande des organes dont il relève, des méthodologies pour l'analyse économique du secteur ainsi que des techniques pour la collecte, la validation, l'analyse et la diffusion des informations et des statistiques;
- c) Lancer, à la demande des organes dont il relève, des projets spéciaux dans le domaine de l'économie et des statistiques des forêts et des produits forestiers;
- d) Collaborer avec d'autres organismes internationaux, notamment la Conférence ministérielle sur la protection des forêts en Europe, Eurostat et la Conférence des statisticiens européens en vue de coordonner les activités et d'éviter tout double emploi inutile.
